



Édition du 6 janvier 2025

LE COURRIER DES ÉLITES

Le journal du trente-huitième parlement étudiant du Québec

Fin du monopole d'Hydro-Québec

THÉO CANTIN

Hydro-Québec n'aura plus le monopole de la production d'électricité destinée aux tiers. Cette décision colossale a été annoncée dans le dernier budget des Rouges, notamment pour répondre au « manque d'énergie » présent sur le territoire québécois.

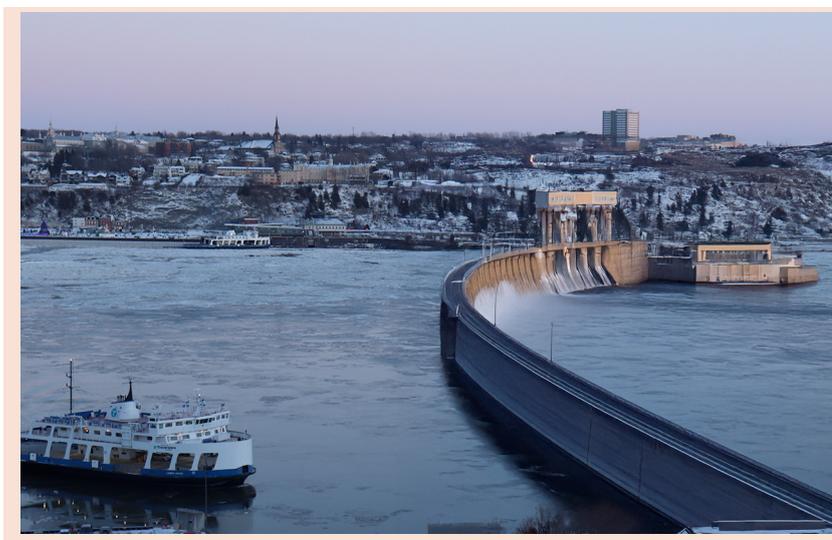
« On veut de la croissance économique, puis on est freiné par un manque croissant d'électricité, puis d'énergie en général », a lancé en entrevue avec le *Courrier des Élités* le porteur du budget, Alexandre Cadotte.

« Chaque particulier ou entreprise pourra produire de l'électricité non seulement pour répondre à ses propres besoins, mais aussi pour la vendre

à un tiers au prix qu'il le souhaite », peut-on lire dans le texte budgétaire du gouvernement.

« C'est une bonne mesure pour les consommateurs, ça va baisser les coûts », se réjouit en commission parlementaire le député de Louis-Hébert, Victor Dubuc. « Ce projet va stimuler l'offre et la croissance pour pouvoir soutenir la croissance économique », estime quant à lui le porteur du budget.

« Enlever le monopole d'Hydro-Québec va permettre de diversifier l'offre d'énergie, notamment des énergies fossiles, nucléaires, mais aussi l'hydroélectricité, le solaire, l'éolienne. On n'est fermé à rien », explique M. Cadotte. Parallèlement à ce nouveau règlement, le gouvernement va de nouveau rendre



Un barrage sera construit dans la Capitale nationale. Photo et illustration: Julia Myles et Layla Bechou

légale l'exploitation de l'énergie nucléaire.

Hydro-Québec va rester une compagnie d'État. Elle va être encore obligée de fournir tous les foyers québécois en électricité, mais le choix va maintenant être dans la main des consommateurs quant à savoir à qui ils vont

acheter leur électricité.

Des intéressés

Des sources de chez *Hydro-Québec* ont pu confirmer au *Courrier des Élités* l'intérêt de la multinationale à construire un barrage hydroélectrique dans la région de la Capitale

nationale. Un lien autoroutier serait inclus au barrage.

« On avait hâte de pouvoir offrir de l'électricité moins chère au peuple québécois. Vous pouvez être sûrs qu'on sera de la partie », a indiqué un représentant de la compagnie.





LE COURRIER DES ÉLITES



Petit mot et grands projets pour Kevin

CAMÉLIA BOUSSAID

La présentation du projet d'escouade gouvernementale du Ministre de l'Enrayement des Malfrats électroniques, Julian Menga, a mené à des délibérations inhabituelles. Le projet KEVIN, soit la Kabale d'Éradication des Virus et des Intrusions Numérique faisant partie du programme de Lutte Active pour Vaincre les Attaques en Ligne (LAVAL) est devenu un

débat de forme plutôt que de fond.

La députée de Verdun a avoué en larmes s'être fait laisser samedi et que Kevin s'agit du nom de son ex-conjoint lavallois par pure coïncidence. Le transport en commun entre Verdun et Laval est peut-être interminable, mais pas la relation. « Moi les douchebags, les Kevin et les lavallois c'est F-I-N-I », exclame la députée. Elle appelle donc au gouvernement à faire

preuve d'empathie face à sa situation en changeant les noms: « Si on veut éradiquer les virus, ça passe par l'éradication de mon ex kevin et son identité lavalloise. »

Le monde est tellement petit que l'ex-conjoint en question s'agit également de l'ami du M. Menga. Le ministre explique justement que « c'était [la] fête [de Kevin] dernièrement alors je souhaite bonne fête à Kevin ». Ainsi, comme cadeau

d'anniversaire, il a voulu donner le nom de son ami à l'escouade.

Après avoir considéré revoir les noms, le ministre a décidé de vouloir continuer comme ça avec la forme actuelle. « Beaucoup de Kevin qui m'appellent pour me dire qu'ils se sentaient vraiment représentés de pouvoir participer activement à la cybersécurité. Puis, ils souhaiteraient garder le nom », explique le ministre en point de presse alors

que son téléphone reçoit des appels incessamment.

« La députée a attaqué la région de Laval et ses habitants, tous les douchebags et les Kevin qui se sont sentis insultés par ces propos », dénonce quant à lui le député de Laval, David Arsenault qui propose en contrepartie un logement social à Laval à la députée pour favoriser la relation longue distance. « On espère que ces mesures vont permettre de réparer sa relation. »

La technologie au service du sport

Ceux qui s'inquiétaient de la baisse d'activité physique chez les jeunes peuvent être rassurés. La ministre de la Relève audacieuse et des marathoniens, Léa Charbonneau, est arrivée, ce dimanche, avec une solution digne de son titre : utiliser les avancées technologiques pour inciter les jeunes à bouger plus. Selon ses dires, ce sont 59% des jeunes âgés de plus de 15 ans qui ne respectent pas le temps recommandé d'activité physique.

Les adolescents sont également de plus en plus nombreux à passer un nombre incalculable d'heures devant les écrans. C'est pourquoi les Rouges ont décidé de libéraliser le e-sport. « Tant que l'on bouge y'en a pas de problème! », a déclaré la ministre en chambre. Ainsi, de gardien de but à pro du judo, les jeunes pourront s'adonner à leur activité sportive préférée à l'aide de casque de réalité virtuelle et des plateformes fit. **ML Le Courrier des Élités**



Mauve à l'honneur

Le premier ministre, Christian-Alex Deschênes, et le chef de l'opposition, Louis-Olivier Jetté, se sont rencontrés hier soir dans le confort du CANA-PEQ dans un climat à saveur transpartisan. Bien que les débats houleux soient monnaie courante dans l'enceinte du Salon Rouge, c'étaient plutôt des plaisanteries cordiales que s'échangeaient le premier ministre et le chef de l'opposition. Et puis, sont venues les fleurs. « C'est demandant être premier ministre quand même », a admis M. Jetté. « C'est aussi demandant d'être chef de l'opposition », lui a répondu M. Deschênes. Le chef de l'opposition a vanté l'ouverture d'esprit du premier ministre alors que ce dernier a rappelé les qualités d'orateur de son adversaire. L'émission s'est conclue par un « shooter » et un échange de cadeaux qui laissaient présager la fin d'une belle soirée. À écouter sur ICI-PEQ.TV. **JCL, Le Courrier des Élités**

P-P-P des Rouges

La ministre mère Nature, Naïmée Ramaglia, a annoncé son intention de remplacer la stratégie des 3 R par une nouvelle approche axée sur les 3 P : production, profit et protection, s'inscrivant dans une vision écocapitaliste. Au menu, une production respectueuse des principes du développement durable, l'exploitation rentable des ressources naturelles et la protection de l'économie. L'objectif est d'anticiper les

besoins environnementaux à travers une économie prospère et durable. Pour concrétiser cette vision, la ministre propose un programme de réduction d'impôts destiné aux entreprises investissant dans les technologies durables, favorisant ainsi l'innovation capitaliste. Elle promet moins de taxes et davantage d'opportunités pour explorer les marchés émergents, tout en vantant la création d'emplois dans ces secteurs stratégiques. **SAT, Le Courrier des Élités**

Panier Rouge

Après avoir annoncé la création de Québec International dimanche matin, le ministre de l'Extérieur, du Patrimoine et de la Propagande, William Thériault a présenté plus en détail son plan de rayonnement économique du Québec à l'international avec une série d'initiatives. Entre autres, l'élu a révélé la tenue de rencontres biennuelles organisées dans les 32 bureaux de la délégation

du Québec afin de mieux « importer l'innovation et l'investissement étranger » dans la province. Le député de Soulanges a également introduit un entrepreneur de sa circonscription, Tibo Bateau de l'entreprise Est belle ta chemise qui a accepté de commercialiser le slogan rattaché à ce plan « Check tes étiquettes! » afin de faire la promotion des produits importés. « Pourquoi se limiter à ce que nous avons chez nous? », conclut William Thériault. **VP Le Courrier des Élités**





LE COURRIER DES ÉLITES



La main invisible aura un rôle plus pépondérant dans le budget proposé par les Rouges.

Photo: Layla Bechou

Un budget qui annonce la fin de l'État-providence

SARAH-JEANNE
TREMBLAY

Le budget Rouge, présenté en chambre dimanche matin, propose de donner beaucoup plus de liberté au libre marché et de responsabiliser les citoyens. « Un Québec riche », c'est ce qui est suggéré par le budget des Rouges « Un peuple d'Élites ».

« Le gouvernement ne sera pas comme le père Noël, mais plutôt comme une entreprise responsable », a affirmé le chancelier de l'Échiquier, M. Alexandre Cadotte. Fin de l'impôt sur le capital, du financement des activités culturelles, réductions massives du financement en santé et mise en place d'un impôt négatif sont les principales mesures proposées dans le budget des Rouges.

L'objectif premier est de rendre le Québec prospère et d'arriver à l'équilibre budgétaire d'ici deux ans, selon ce

qu'a mentionné le ministre lors du discours du budget en matinée.

Le libre marché

La main invisible aura un rôle plus prépondérant dans le budget proposé. Le marché de l'énergie sera ouvert et les réglementations du gouvernement dans les secteurs des énergies fossiles et nucléaires seront abolies. Pour les entreprises, l'impôt sur le capital sera révolu.

L'impôt sur le revenu sera remplacé par un impôt négatif de 20%. Les personnes ayant un revenu plus élevé de 20 000\$, et qui sont des membres actifs de la société, seront imposées à 20 % sur tout revenu dépassant ce seuil. Les personnes ayant un revenu de 20 000\$ ou moins recevront 20 % de leur revenu. L'aide sociale sera abolie.

Selon le budget, les investissements en santé diminueront de près de 30 G\$ au cours de la

prochaine année dû à la privatisation du système. L'assurance maladie sera abolie et les soins de prévention, comme l'éducation sexuelle, le dépistage et la vaccination seront relégués au soin du privé. Seulement quelques hôpitaux de charité seront mis en place afin de répondre aux besoins d'urgences.

Plusieurs sociétés d'État seront aussi vendues à des compagnies privées. « Il y a des études actuarielles qui devront être effectuées, mais nous, ce qu'on souhaite, c'est d'avoir le juste prix », explique le ministre Cadotte.

Agri(culture)

La plupart des sociétés d'État qui seront vendues sont liées au domaine de la culture, s'inscrivant dans la mesure où le gouvernement souhaite abolir toutes les subventions aux arts et à la culture pour envoyer les artistes faire de

l'agriculture. Une similitude peut être soulevée entre le plan du dernier gouvernement Bleu.e.s et celui du gouvernement Rouge : on souhaite un retour à la terre.

Le budget alloué à l'Agriculture, les pêcheries et l'alimentation sera doublé en 2025-2026. Dans les mesures proposées, le gouvernement souhaite rendre productives plusieurs terres non utilisées et même imposer des amendes sur des terres arables abandonnées.

Le gouvernement propose aussi d'investir jusqu'à 600 M\$ sur deux ans pour intégrer l'intelligence artificielle aux activités agricoles, par exemple pour automatiser le processus de production et permettre de déléguer des tâches qui peuvent être plus répétitives ou encore plus ennuyeuses.

En commission parlementaire, on se

lance des couteaux. Le critique officiel, le député de Berthier, mentionne à de nombreuses reprises « un manque de rigueur », dans le budget, soulevant le manque de chiffre et de détails dans les descriptions des mesures. « Il y a une grande fermeture de la part du gouvernement », ajoute-t-il lors des débats.

Le gouvernement Rouge tient son point en commission. Il y a peu de place au compromis des deux côtés de la table et les Bleu.e.s refusent de proposer des amendements. « On ne va pas travestir notre vision pour se plier à la vision du gouvernement », indique M. Mei.

Finalement, les parties ont réussi à baisser les tensions et même à s'entendre à quelques reprises. « Sur certains points, il y a des arguments solides », a fini par concéder le député de Berthier.





LE COURRIER DES ÉLITES



ÉDITORIAL

Québec choisit enfin l'Élite

JEANNE CLAVEAU-
LAVIOLETTE

Le retour à une méritocratie pure et dure est à nos portes. Estimés lecteurs, l'heure des Élites est arrivée.

Le *Courrier des Élites* a pris la plume ce matin pour souligner la quintessence du nouveau gouvernement. C'est un état de jubilation qui anime notre salle de rédaction au moment d'écrire ces lignes alors que nous avons vu hier l'orage bleu enfin se dissiper du ciel québécois.

La réforme Yves-Proulx de la ministre du Peuplement du territoire et du Retour à la terre, Emmanuella Proulx, est non seulement ambitieuse, mais nécessaire.

La ministre du Peuplement du territoire estime qu'une personne sur cinq au Québec pourrait devenir un serf au service de l'agroalimentaire québécois avec sa réforme. Enfin, les classes moyennes et populaires - en plus des artistes, que la ministre a congrûment qualifiés de « fainéants » - pourront cesser de se tourner les pouces.

En santé, c'est fini les gens avec des problèmes de santé volontaires. Enfin,

la plèbe de la société qui surcharge nos hôpitaux sera traitée à sa juste valeur. Le problème du citoyen devient SON problème et non plus celui du gouvernement.

En écoutant le Chancelier de l'échiquier promettre l'équilibre budgétaire d'ici deux ans, personnellement, un frisson d'excitation m'a parcouru l'échine. Enfin, l'austérité au Québec. Il était temps.

Mot d'ordre, efficacité. Coupures en santé, coupures en environnement et coupures en éducation. Grâce à la création de coeurs urbains, Lévis sera enfin plus que la meilleure vue de Québec, elle deviendra une métropole.

Nous pourrions raser cette monstruosité architecturale d'Aquaréna de Charny pour en faire un champ de patates. Comme Lévisienne, je ne pourrais pas être plus fière.

Nous pouvons maintenant croire à un futur où nos enfants ne crouleront plus sous les dettes. Un ciel rouge a été dessiné au Québec en commission parlementaire.

Et nous, au *Courrier des Élites*, avons finalement confiance en l'avenir.



Le projet de loi devrait améliorer l'accessibilité à la justice.

Photo : Layla Bechou

L'arbitrage pour « des solutions personnalisées »

ÉLISE LECAUDÉ

Afin d'améliorer l'accessibilité à la justice, le gouvernement des Rouges a déposé hier un projet de loi qui conduirait au remplacement la Chambre civile de la Cour du Québec par des arbitres supervisés par un ordre professionnel d'arbitres (OLA).

Le projet de *Loi sur la libéralisation de la justice* a pour objectif de « désengorger nos tribunaux », a annoncé le ministre Gardien suprême de la rigueur juridique, Julien Bérubé, en présentant son projet devant le parlement.

En chambre, le ministre soulignait la difficulté pour les citoyens de recevoir des services judiciaires dans des délais raisonnables. « Ça prend en moyenne 5 ans avant de réussir à avoir un procès », dénonçait-il. Selon un article de Ondes-Canada, ce

sont « 60 000 des 150 000 dossiers devant être entendus devant les tribunaux québécois en 2023 [qui] risquaient d'être abandonnés parce que les délais étaient trop longs. »

Le ministre estime que le temps de traitement des procédures d'arbitrage ne devrait quant à lui pas dépasser un an, car « les arbitres seraient beaucoup plus disponibles que les juges ».

Pour M. Bérubé, il est grand temps d'optimiser le système de justice: « la médiocrité bureaucratique a trop longtemps freiné le troisième pouvoir », soutient-il.

Selon lui, un des points les plus importants de son projet de loi est « le cadre plus libéral de l'arbitrage qui permettra des résolutions de différends (appelées MARCOLA) personnalisées ». Un des aspects de ce projet qui inquiétait

le plus l'opposition était l'article 31, qui permet aux membres de l'OLA d'accepter des cadeaux d'une valeur monétaire allant jusqu'à 10 000\$ par année par client.

En commission, un amendement stipulant que ce cadeau ne peut être donné qu'après le verdict de l'arbitre a été adopté. Un sous-amendement forçant les arbitres à fournir un historique de cadeaux à la demande d'une des parties est aussi ajouté à cet article de la loi.

Bien qu'il trouve alléchante la perspective de recevoir des offrandes, le Maître Jay Vhendu, avocat au civil depuis 7 ans, estime que le gouvernement ne juge pas le travail des juges à sa juste valeur.

« J'ai peur que le gouvernement sous-estime le travail et l'importance de la qualification des juges », confie-t-il au *Courrier des Élites*.





LE COURRIER DES ÉLITES



Le livre blanc présenté par les Rouges met de l'avant les ambitions de retour à la terre par le travail agricole.

Photo : Layla Bechou

Un Québec enraciné : les grandes lignes du livre blanc

SIRINE AL TAHA

« Pourquoi ne pas redonner la terre au peuple? », c'est ce que la ministre du Peuplement du territoire et du Retour à la terre s'est demandée en chambre. En annonçant la publication de son livre blanc, une chose était claire : le texte incarne une ambition profonde, celle de réconcilier le Québec avec ses racines agricoles en proposant une transformation audacieuse de notre modèle socio-économique.

Le Courrier de l'Élite

Face à un secteur agricole affaibli où les déséquilibres territoriaux et les défis économiques menacent l'autonomie et la vitalité des régions, le livre blanc propose une réforme qui vise à redéfinir la place de l'agriculture dans notre société et à restaurer le prestige d'un métier essentiel. Ce projet ambitieux

entend répondre aux défis contemporains en misant sur une autonomie alimentaire accrue, la revitalisation des territoires ruraux, et un rééquilibrage des pouvoirs entre citoyens et municipalités.

Le droit à la terre

« On ne peut pas être plus riche qu'en étant paysan et en faisant un avec la terre », expliquait la ministre en conférence de presse, soulignant le statut de bourgeois respectable qu'est la profession d'agriculteur. Au cœur de cette réforme se trouve un principe audacieux : le droit inhérent des individus à accéder à la terre, à la cultiver et à en tirer des bénéfices. Pour concrétiser cet idéal, le livre blanc propose un redécoupage intégral du territoire québécois afin de maximiser les surfaces agricoles accessibles aux citoyens québécois.

Cette redistribution territoriale s'accompagne

de mesures visant à encourager une utilisation optimale de ces terres. Une nouvelle structure administrative méritocratique verra le jour, récompensant les agriculteurs les plus performants. En échange, ces derniers bénéficieront de subventions majorées et de partenariats renforcés avec les instances gouvernementales.

Municipalités élargies

Le livre blanc dénonce l'« expansion excessive » des municipalités, jugée financièrement déraisonnable pour les habitants des périphéries urbaines. Les Rouges proposent la suppression des municipalités régionales de comté (MRC) et un redécoupage des frontières municipales. Les nouvelles municipalités se concentreront sur leurs cœurs urbains, laissant les zones rurales jouir d'une plus grande liberté

et d'une autonomie accrue. Cette reconfiguration vise à alléger la pression administrative et fiscale sur les agriculteurs, tout en clarifiant leurs responsabilités au niveau municipal.

Agriculture urbaine

Conscient des réalités spécifiques des grandes agglomérations, le projet prévoit la création d'un statut particulier pour les zones urbaines. Ce statut imposera le développement d'espaces dédiés à l'agriculture urbaine : potagers communautaires, serres sur les toits, et fermes verticales figurent parmi les solutions envisagées.

L'objectif est double : encourager une transition progressive vers des pratiques agricoles en milieu urbain et promouvoir des circuits courts qui favorisent la consommation locale et durable. Éduquer pour cultiver

l'autonomie alimentaire

Pour pérenniser cette vision, le livre blanc mise sur l'éducation. Des cours obligatoires d'initiation à l'agriculture seront intégrés dès le primaire, avec un accent sur l'innovation et la durabilité au secondaire et dans l'enseignement supérieur. Cette réforme vise à valoriser la pratique agricole et à susciter l'intérêt des jeunes pour un secteur vital à l'autonomie du Québec. Le livre blanc insiste aussi sur l'importance de l'autonomie alimentaire, qu'il présente comme un pilier de la sécurité nationale, environnementale et économique.

Pour atteindre cet objectif, il propose des mesures favorisant la production, la distribution, et la consommation de produits locaux sur des circuits courts. Ces initiatives visent à renforcer la résilience du Québec face aux différentes crises mondiales tout en réduisant son empreinte écologique.





LE COURRIER DES ÉLITES



Réhabilitation au privée

MARIANNE LAFLEUR

Imaginez-vous derrière les barreaux, dans une prison du Québec. Vous purgez une peine. L'angoisse de l'avenir vous ronge, mais une lueur d'espoir surgit : une entreprise privée vous offre une formation et un emploi, promettant de vous aider à rebâtir votre vie. Ce scénario pourrait devenir réalité si le projet de loi que pilote la ministre de la Sécurité publique, Alexandra Georgescu, est adopté.

La législation prévoit d'établir des partenariats entre l'État et les entreprises privées afin de résoudre les problèmes financiers et sociaux reliés à la réinsertion des prisonniers. « Ce projet de loi, en balayant certains préjugés à propos de nos détenus, répondra à un rêve profond de sens et d'émancipation [...] la liberté commence où l'ignorance finit », a déclaré Mme Georgescu au Salon Rouge.

Les entreprises ne sont pas restées en reste. La mesure permet de pallier le manque de main-d'œuvre et d'assurer un salariat abordable. Le travailleur détenu touchera effectivement à un salaire minimum de 7 \$, une rémunération légèrement plus

élevée que ce qu'on retrouve dans les centres carcéraux.

Fin humanitaire

Sans grande surprise, les Bleu.e.s se sont farouchement opposés à ce qu'on remette une partie des clés de la réinsertion au secteur privé.

En plus de soulever l'enjeu d'une discrimination potentielle des prisonniers, l'opposition juge que l'abolition de la plupart des sorties humanitaires ouvre la porte à l'immoralité.

Pertinence

Naissance de son enfant, décès d'un proche, mariage, funérailles... ce trousseau de sorties ne sera plus possible.

« Essentiellement, refuser d'aller voir un père mourant ou d'aller faire un don d'organe à votre mère malade, ça démontre un problème », argue Loïc Nadeau, porte-parole en santé publique pour les Bleu.e.s.

Questionné sur la pertinence de cette mesure, le gouvernement Rouge a répondu que cela visait à alléger le portefeuille de l'État, notamment en réduisant de beaucoup la paperasse administrative.



Le projet de Loi sur l'Académie a été débattu en commission.

Photo: Layla Bechou.

La dernière réforme ultime finale de l'histoire du Québec

(après y'en a pu promis juré craché on god for real)

VINCENT PAGÉ

Le gouvernement Rouge a présenté son projet de loi #4 visant à remplacer la *Loi sur l'instruction publique* par la *Loi sur l'Académie*. Au cœur de celle-ci, deux nouveautés majeures : une nouvelle institution, l'Observatoire de l'Académie, qui sera l'acteur principal des changements apportés au système d'éducation et une nouvelle mesure de performance des élèves, la Valeur Nette (VN). Avec cette ultime réforme, les Rouges visent une éducation « partout pareil, partout meilleure ».

C'est une promesse qu'on ne pensait jamais entendre au Québec. Les Laurin et Gérin-Lajoie de ce monde ont probablement tourné dans leur tombe en entendant le ministre de la Formation de

la main-d'œuvre affirmer que cette réforme serait la dernière pour toujours.

Pour y arriver, les députés Rouges s'appuient sur l'Observatoire de l'Académie. Cette nouvelle institution aura le mandat d'effectuer la collecte et l'analyse de données pour ensuite déterminer les ajustements à apporter au cursus académique et aux méthodes d'apprentissages. Le gouvernement a comparé ce système évolutif à un « poêle à bois qui s'auto-alimente et qui s'adapte à la température de la maison ».

Enfin, le nouveau système d'évaluation, la VN, prendra en compte de nouveaux critères tels que les évaluations trimestrielles (engagement et performance sur 3 mois), la performance comportementale (respect des règlements) et l'implication citoyenne.

La VN déterminera

ensuite si l'élève recevra ou devra déboursier un montant. Ce montant est calculé en fonction de la VN et du coût de soutien (utilisation d'outils pédagogiques et heures d'aide au devoir).

Commission

La porte-parole des Bleu.e.s en matière d'éducation, Liliane Valiquette, se disait confiante de faire des victoires avec les propositions d'amendements de son parti. Malheureusement, les espoirs de la député de Marquette ne se sont pas concrétisés en commission parlementaire.

« Nous avons gratté à ne plus en avoir d'ongles avec mon équipe pour avoir un peu de bleu dans le projet de loi. Les Rouges étaient inflexibles. J'ai peur pour le futur des Québécois », affirme la porte-parole.





LE COURRIER DES ÉLITES



Ce qui élitiste les Rouges

CAMÉLIA BOUSSAID

Au-delà de leurs activités parlementaires, les députés du gouvernement sont de grands épicuriens qui profitent de la vie. Ils peuvent tenir des propos rigoureux en

Chambre, mais ceux-ci ont une vie des plus notables à l'extérieur du Salon Rouge.

Selon le député de Pointe-aux-Trembles, David Jauvin, « quand on a des modèles qui ont réussi autour de nous, ça

nous aide à réussir. Si on a des gens, au contraire, qui sont un peu faiblards, paresseux, ça ne nous donne pas envie de nous impliquer, mais de nous asseoir, puis de faire des sit-in. »

Les Rouges incarnent la réussite économique. Prenons en exemple notamment la vice-première ministre, Charlie Bourdages, qui est un véritable modèle méritocratique ayant travaillé au mythique bar La Broue avant de devenir propriétaire de trois grands clubs à Montréal. Pensons également au Whip en chef, Benoit Éthier, qui a le sens des responsabilités développé, ayant hérité à l'âge de 12 ans, d'une centrale nucléaire.

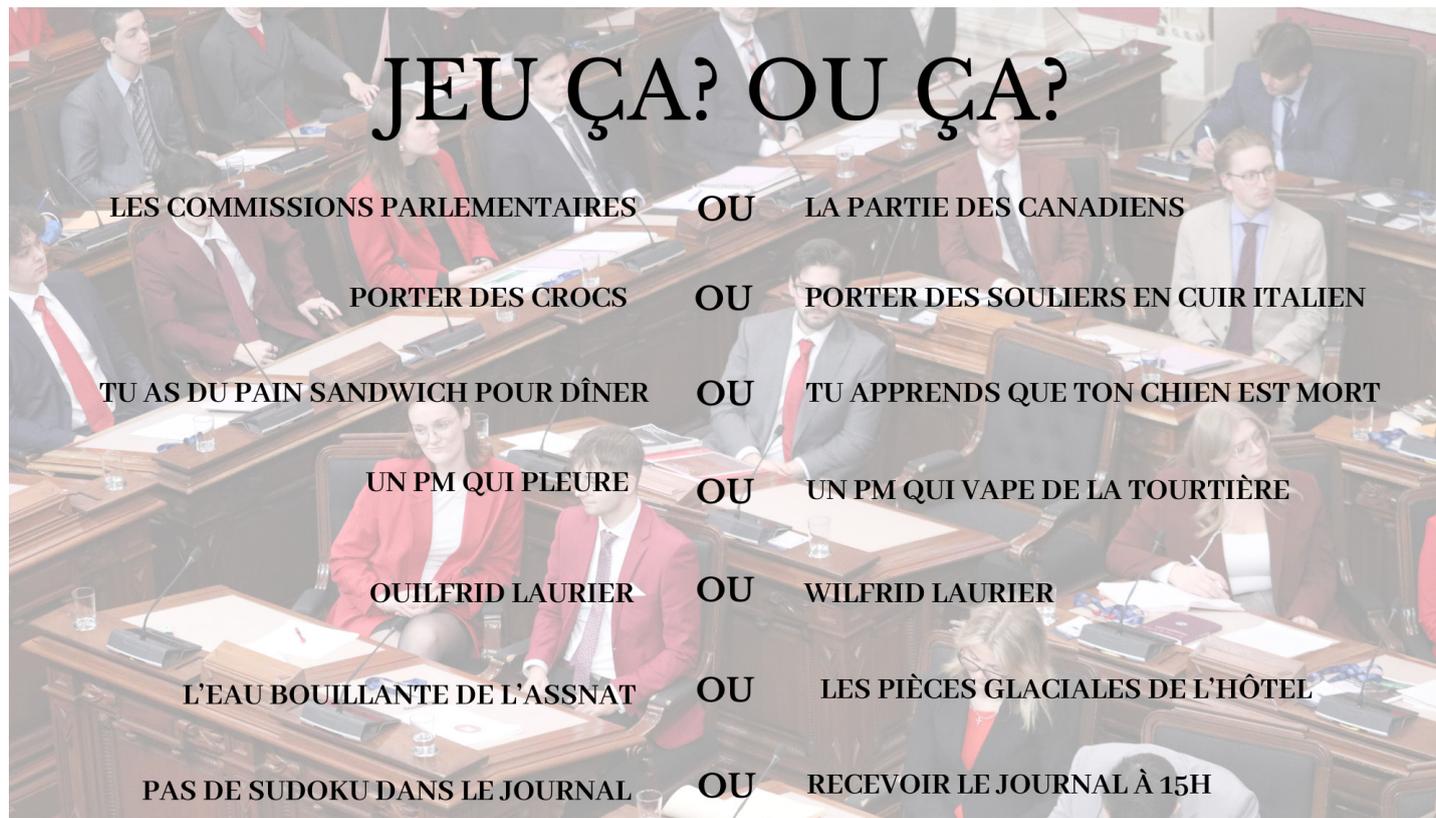
Le parti au pouvoir ne manque également pas de richesse intellectuelle dans son équipe. Plusieurs s'étonnent lorsqu'ils apprennent que la députée de Laviolette-Saint-Maurice, Audrey-Anne Dallaire, parle couramment le latin ou que le député de Rimouski, Marc-Antoine Le Moignan, est un véritable surdoué au point de terminer son secondaire à l'âge de 10 ans seulement.

Comme caucus, ils savent comment s'amuser comme des bourgeois. Non seulement ils ont un club privé de bridge, mais ils tiennent des « tea party » tous les dimanches soirs. S'il y a un député qui a le sens du jeu, c'est celui

d'Arthabaska, Alexandre Cadotte, qui est un grand amateur de poker et a même fait fortune avec à ce jeu grâce à son talent inouï et son bluff redoutable.

Les Rouges n'oublient pas les plaisirs matériels. À titre d'exemple, la première voiture du député de Vanier-Les-Rivières, Félix Desruisseaux, était un Ford F150, rien de moins.

Les biens du premier ministre sont assurés à hauteur de 1 milliard de dollars. Le député de Pointe-aux-Trembles, David Jauvin, est très fier de sa collection de pièces d'échecs rares en titane, en émeraude et en saphir, dans sa maison de plus de 200 mètres carrés.



JEU ÇA? OU ÇA?

LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

OU

LA PARTIE DES CANADIENS

PORTER DES CROCS

OU

PORTER DES SOULIERS EN CUIR ITALIEN

TU AS DU PAIN SANDWICH POUR DÎNER

OU

TU APPRENDS QUE TON CHIEN EST MORT

UN PM QUI PLEURE

OU

UN PM QUI VAPE DE LA TOURTIÈRE

OUILFRID LAURIER

OU

WILFRID LAURIER

L'EAU BOUILLANTE DE L'ASSNAT

OU

LES PIÈCES GLACIALES DE L'HÔTEL

PAS DE SUDOKU DANS LE JOURNAL

OU

RECEVOIR LE JOURNAL À 15H





Les prix citrons et oranges du journal

DES ÉLITES

Le prix « **On-ne-l'a-pas-demandé** »: Julien Béland-Laflamme, pour son commentaire sur la circoncision

Le prix de la **faute impardonnable**: Brendan Le Rossignol, pour le « ni » de poule

Le prix de la **meilleure saveur de vape** : Christian-Alex Deschênes, pour la vape à la tourtière du lac

Le prix du **journaliste créatif**: Anne Cossette, Le Pressé, pour son scrum avec un cintre

Prix **orange**: Philippe Lorange (pas besoin d'explication)

Le prix des **plus belles fausses larmes**: Louis-Olivier Jetté (pas besoin d'explication)

Le **meilleur cadeau aux journalistes**: Ritch Dirény Doresca, pour ses fleurs en papier

La **conférence de presse la moins utile**: le directeur de la Santé publique

Le prix des **termes parlementaire grimace**: Charlie Bourdages

Le prix du **citoyen le plus mentionné** : Martine (gracieuseté, Marc-Antoine Le Moignan)

Le **meilleur moyen de se divertir en chambre**: ex acquo Zineb Annasabi et Sara Annasabi, pour leurs tic-tac-toe

LE COURRIER DES ÉLITES

Rédactrice en chef

Mathilde Beaulieu-Lépine

Journalistes

Sirine Al Taha

Camélia Boussaid

Théo Cantin

Jeanne Claveau-Laviolette

Sarah-Jeanne Tremblay

Marianne Lafleur

Élise Lécaudé

Vincent Pagé

Correctrice

Sirine Al Taha

Photographes

Layla Bechou

Julia Myles

Chefs des journalistes

Naomie Duckett Zamor

Justin Vaillancourt

LAVAZZA
TORINO, ITALIA, 1895

 **élections
Québec**

